Art. 22 — Dissolution et liquidation.

1° — L'Agence est réputée dissoute et liquidée dans l'un des deux cas suivants :

a) Toutes les parties à la convention sauf une ont dénoncé celle-ci ;

b) la conférence générale décide de dissoudre l'agence. En suite de quoi, l'agence n'est réputée avoir d'existence qu'aux fins de sa liquidation.

2° — En cas de dissolution de l'Agence, ses affaires sont liquidées par des liquidateurs, nommés conformément à la charte, qui procéderont à la réalisation de l'actif de l'agence et à l'extinction de son passif. Le solde actif ou passif sera réparti au prorata des cotisations respectives.

Art. 23 — Interprétation

Toute décision relative à l'interprétation de la présente charte est prise par la conférence générale à l'unanimité des membres présents et votants, l'abstention n'étant pas considérée comme un vote.

Art. 24 — Modifications de la charte

La présente charte peut être modifiée conformément à son article 7 paragraphe 10. Le gouvernement du pays qui a accueilli la conférence constitutive ou le gouvernement du pays où est fixé le siège de l'agence notifie à tous les membres ainsi qu'au Secrétariat toutes les modifications apportées à la présente charte.

ORDONNANCE N° 12 du 22/6/70 portant création d'une taxe forfaitaire unique sur les films cinématographiques destinés aux sociétés de distribution.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 1 et 2 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 66-22 du 23 décembre 1966 notamment son article 4 ;

Sur proposition du ministre des finances, de l'économie et du plan ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article 1^{er} — Les films cinématographiques de la position tarifaire 37-07 B destinés aux sociétés de distribution sont exonérés de tous droits et taxes à l'entrée dans le territoire de la République togolaise.

Art. 2 — Il est créé une taxe forfaitaire unique au taux de 2% applicable au montant des recettes brutes d'exploitation de ces films.

L'administration des impôts est chargée de la perception de cette taxe sur la base d'une déclaration mensuelle établie par les sociétés de distribution.

Art. 3 — L'application des mesures visées aux articles ci-dessus ne pourra entraîner aucune augmentation des tarifs d'entrée dans les salles de cinéma, sous peine des sanctions prévues en matière de contrôle des prix.

Art. 4 — La présente ordonnance qui prend effet pour compter de la date de sa signature sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 22 juin 1970

Gal. E. Eyadéma

DECRETS

DECRET N° 70-131 du 22/6/70 fixant la date de fermeture de la campagne d'achat des arachides récolte 1969/70.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 64.9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo ;

Vu le décret n° 69-237 du 12 décembre 1969 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat, les prix à payer au producteur et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte d'arachide 1969-70 ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Art. 1^{er} — La date de fermeture de la campagne d'achat des arachides de la récolte 1969/70 est fixée au 13 juin 1970.

Art. 2 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage.

Lomé, le 22 juin 1970

Gal. E. Eyadéma

Approbation de compte administratif et de budget additionnel

Par décrets pris en conseil des ministres :

Décret n° 70-132 du 22/6/70 — Le compte administratif de la circonscription de Kandé, exercice 1968, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de sept millions cinquante mille cinq cent quatre vingt quatre francs (7.050.584 francs) ;

En dépenses à la somme de six millions cinq cent cinquante quatre mille deux cent trente francs (6.554.230 francs), faisant apparaître un excédent de recettes de quatre cent quatre vingt seize mille trois cent cinquante quatre francs (496.354 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1969.

Les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1968 s'élevant au total à trois millions trois cent soixante six mille quatre cent trente quatre francs (3.366.434 francs) sont annulés.

Décret n° 70-133 du 22/6/70 — Le budget additionnel de la circonscription de Kandé, exercice 1969, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de trois millions cinq cent soixante seize mille deux cent deux francs (3.576.202 frs).

ARRETES ET DECISIONS**PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE****Rage**

N° 90-PR-MER-EL du 12/6/70 — Est déclarée infectée de rage toute la circonscription administrative d'Anécho.

Tous les chiens vivant sur le territoire infecté devront être sequestrés. Il est interdit aux propriétaires de s'en dessaisir. Les chiens ne peuvent sortir sur la voie publique que tenus en laisse et muselés.